

LA PUISSANCE CHINOISE EN ASIE

Taiwan sera réunie au continent, si besoin est par la force

LA SURPUISSANCE

TAIWAN sera réunie au continent au besoin par la force.



b>L'adoption par l'Assemblée populaire chinoise de la loi antisécession pose la question de la réalité de la puissance chinoise et de sa capacité à tenir tête aux autres grandes puissances notamment aux Etats-Unis.

La croissance exceptionnelle de la Chine a mis en évidence une nouvelle superpuissance dont le poids ne manque pas d'affecter les intérêts politiques des pays les plus riches de la planète.

En tant que puissance, la Chine se manifeste dans le domaine économique mais aussi dans les secteurs militaire et stratégique ainsi que par le rôle accru qu'elle joue désormais dans le cadre des relations internationales tant multilatérales que bilatérales. L'émergence de la Chine n'a jamais cessé de préoccuper, ni ses voisins de la région Asie Pacifique ni les pays occidentaux au premier rang desquels, les Etats-Unis. On peut considérer que dans cette course à la puissance, depuis 1949, la Chine a effectué un parcours en trois étapes jalonnées par trois personnalités :

- La période MAO ZEDONG
- La période DENG XIAOPING
- La période JIANG XEMIN / HU JINTAO

La première période correspond à l'alternance typique du communisme chinois entre ouverture vers l'extérieur, (les Cent fleurs, la bureaucratie de Zhou En Lai au pouvoir..) et repli sur soi (le Grand Bond en Avant, la Révolution Culturelle). C'est dans ces quinze ans de 1951 à 1966 que la Chine élabore l'instrument le plus significatif de sa puissance : La bombe atomique.

La deuxième période coïncide avec l'acquisition d'un second instrument de puissance, le décollage économique d'une Chine qui se coupe en deux entre le dynamisme de l'Est entraîné par Shanghai et la ruralité persistante de l'est dont la modernisation prend du retard.

La troisième période celle que nous connaissons aujourd'hui, outre qu'elle creuse l'écart entre les villes et les campagnes, elle se caractérise par une accentuation des contradictions entre la centralisation du pouvoir politique et du Parti et la dispersion des centres de décision économique.

Elles correspondent à deux voies empruntées l'une jusqu'au 11 septembre 2001, l'autre après, pour gagner ce " paradis des superpuissances " tant convoité.

Jusqu'au 11 septembre, la Chine a orienté sa quête de puissance vers la consolidation de son influence en Asie du Sud est.

Après le 11 septembre, tout en poursuivant sa politique de main tendue et d'oreilles ouvertes à tous les nationalismes voisins, Pékin a saisi l'opportunité de jouer un rôle dans la cour des grands en identifiant à ses confins des menaces terroristes islamiques, semblables à celles des Etats-Unis ou de l'Europe, donc en se découvrant des points communs avec les autres grandes puissances. Pékin a également porté ses efforts sur une intégration plus poussée à la communauté internationale par son adhésion à des organismes de caractère plutôt capitaliste comme L'OMC.

Avant comme après le 11 septembre, une constante politique prime sur les autres : la réunification totale de la Chine, donc après Hong Kong et Macao, le rattachement de Taiwan au continent. Pour y parvenir, les communistes chinois, dans la ligne tracée par Deng Xiaoping, mettent en avant le slogan " Un pays, deux systèmes " qui avait été repris par Jiang Xemin au 16ème congrès du PCC et dont l'actuel chef de l'Etat Hu Jintao se réclame à son tour.

Etats-Unis, Europe des 25, Russie, Japon sont donc en train de réévaluer les données géopolitiques qui prévalaient jusqu'au 11 septembre 2001 afin de tenir compte de l'irruption de la Chine dans le concert des grandes puissances. Il leur faut en effet ajuster en conséquence leurs politiques respectives, à la fois dans leur région d'influence et par rapport à leurs partenaires des différents cénacles fermés à la majorité des nations : Conseil de sécurité, G 7/ G 8 et autres, d'autant plus que la Chine qui n'est pas encore membre du G7/ G8, a pris la présidence du G 20, organisme ouvert aux principaux pays émergents dont le Brésil et l'Inde. Avec 13 % de la production mondiale, la Chine se situerait au deuxième rang mondial derrière les Etats-Unis et devant le Japon, si l'on en croit l'hebdomadaire

britannique "The Economist" . Quant au magazine américain " Forbes", il a consacré à la Chine la totalité de son édition du 4 octobre en assurant qu'au cours des trois dernières années, la Chine communiste a assuré à elle seule, le tiers de la croissance mondiale. (Le Monde du 12 octobre 2004, chronique de Serge Marti)

JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE 2001

Depuis l'origine, les relations entre la Chine et l'Asie du Sud-Est ont toujours reflété le compromis que l'Empire du Milieu pouvait accepter entre la vision du monde Tao-Confucéenne qui était la sienne et la vision Hindu-Bouddhique des royaumes et pays d'Asie du Sud-Est et inversement le type de rapport qui était acceptable par ces royaumes et principautés.

Jusqu'à l'arrivée des Européens, les interlocuteurs de la Chine se divisaient en deux catégories : les barbares de l'intérieur comme étaient considérés les sujets du royaume indépendant du Nanzhao (à partir des Tang – Le royaume du Nanzhao sera intégré à l'Empire par les Mongols de Kubilai-Khan) et les barbares de l'extérieur, par exemples les habitants du Champa ou encore les Birmans du royaume de Pagan.

La règle pour tous était le système dit du "TRIBUT" qui revêtait essentiellement une signification symbolique d'acceptation d'une suzeraineté ou si l'on préfère d'une supériorité chinoise.

En termes matériels, le "TRIBUT" était souvent de moindre valeur que les cadeaux somptueux du "Fils du Ciel" ; mais le commerce était très vite devenu un élément central des relations internationales qui se nouaient autour de la Chine. A l'époque des Tang (618-907), le commerce était entre les mains de non chinois, mais par la suite, à partir de la période des Song (960-1279), des communautés de marchands chinois se formèrent dans tous les ports et constituèrent le noyau des groupes de Chinois d'outre-mer. Ceux-ci, du fait de leur croissance en nombre, et de leur organisation, allaient compliquer les relations entre la Chine et ses voisins. Afin de conforter leur légitimité impériale, les Mongols de Khubilai-Khan décidèrent au début du 13ème siècle de renforcer la soumission des états assujettis au "Tribut".

Cette politique se traduisit par une série d'attaques lancées contre le Vietnam et le royaume du Champa. Les deux pays s'engagèrent dans une guérilla féroce et efficace au point que les Mongols, après une dernière tentative en 1287, finirent par se retirer. Mais la Chine demeura la Chine et continua de faire prévaloir sa vision du monde sans qu'en face aucune coalition ne put se former.

Jusqu'au 19ème siècle, les relations entre la grande Chine et les multiples royaumes et principautés qui formaient l'Asie du sud-est, étaient conduites selon un ordre international réglé par la Chine, complètement sinocentrique. Le système du "tribut" par son protocole et son decorum contribuait à faire la démonstration de la toute puissance de l'Empereur-Roi.

Le déclin de la dynastie des Qing, (Dynastie Mandchoue, 1644 – 1911) la perte de leur " mandat du ciel " et l'avènement de la république, auraient pu s'inscrire dans une continuité naturelle et inaugurer un nouveau cycle dynastique.

En réalité, le 20ème siècle se présenta pour la Chine comme un siècle de transition dont les incertitudes forcèrent l'Empire du Milieu à accepter dans la douleur, un ordre mondial totalement différent, fait de confrontations entre Empires et Etats Nations revendiquant l'égalité.

Lorsque les communistes de Mao s'emparent du pouvoir le 1er octobre 1949, les relations de la Chine avec l'Asie du sud-est s'ordonnent au moment où les anciens pays tributaires accèdent à l'indépendance tandis que la guerre froide fait rage en Asie du nord. Chacun des pays d'Asie va réagir différemment. Certains comme les Philippines et la Thaïlande se mettent sous protection américaine. D'autres comme la Birmanie ou le Cambodge pratiquent une politique de neutralité tout en évitant de rentrer en conflit avec Pékin. D'autres encore comme le Vietnam et le Laos se tournent vers l'Union Soviétique. Enfin, l'Indonésie, à partir de 1966, évite tout contact avec la Chine de Pékin.

La naissance de l'ASEAN en 1967, avec cinq états seulement allait transformer le paysage international asiatique à la suite de deux évènements majeurs, la défaite américaine au Vietnam et la chute du communisme soviétique.

Ces deux accidents de l'histoire, tout en confortant les nationalismes, ont incité l'ensemble des nations sud-est asiatiques à rechercher avec la Chine un modus vivendi de manière à préserver leur indépendance.

De son côté, la Chine a mis graduellement une sourdine à ses prétentions idéologiques. Dans sa quête d'un statut de grande puissance, elle se réfère de moins en moins aux doctrines marxistes-léninistes et de plus en plus à l'universalisme de sa culture et à une lecture de sa propre histoire à l'aune d'une supériorité traditionnelle des mouvements philosophiques les plus influents de l'histoire de l'humanité. Pour préserver et asseoir son influence sur l'Asie, les Chinois ont remplacé le " tribut " par une politique de réseau basée sur l'importante diaspora chinoise disséminée dans tous les pays d'Asie du Sud Est.

Après la Révolution culturelle, la Chine de Deng Xiao Ping s'était reconstruite de l'intérieur avec une réorganisation en profondeur dont l'objectif était de redonner au Parti sa suprématie et de remettre l'armée à sa place dans les casernes.

Sur le plan extérieur, l'escarmouche de 1979 avec le Vietnam avait montré que le colosse aux pieds d'argile qu'était l'Armée Rouge, pouvait tomber de son piédestal. Dès lors, l'influence chinoise passait par cette politique régionale de réseau dont la diaspora était l'instrument en Asie du sud est.

Au début des années 80, le gouvernement communiste de Pékin devait faire face à trois obstacles :

- La guerre idéologique avec Moscou qui mettait le Vietnam et le Laos dans une position de frères ennemis.
- Les réticences à l'égard du maoïsme suscitées par l'hécatombe humaine et la ruine matérielle consécutive à la Révolution culturelle suivie trois ans plus tard du génocide Cambodgien de Pol Pot.
- La méfiance historique des pays islamisés comme l'Indonésie et la Malaisie à l'égard, à la fois du communisme chinois et de la Chine elle-même dont les sujets avaient toujours été dans les siècles passés, la cible des populations locales. (Répression antichinoise en Indonésie en 1966.)

La guerre idéologique s'est résolue d'elle-même avec la chute du mur de Berlin en 1989. La répression sanglante de Tien Amen avait cependant créé une instabilité et des conflits internes au sommet. Les partisans de la manière forte avec l'assentiment de Deng Xiaoping avaient pris le dessus et éliminé la ligne du dialogue représentée par Hu Yaobang et Zhao Zhiang (décédé à 85 ans à la mi-janvier)

Dans la foulée de Tien Anmen (3 juin 1989) la Chine s'était alors engagée dans une nouvelle politique intérieure : Un pays, deux systèmes qui lui avait permis de garder le contrôle politique du Parti communiste, tout en laissant s'installer peu à peu une profitable économie de marché. (Zones économiques spéciales comme Shenzhen, Retour de Hong Kong, 1997, Macao, 1999, ...)

La Réalité de la Puissance Chinoise

Il n'y a pas d'évènement intérieur en Chine qui n'ait un retentissement dans toute l'Asie du Sud Est dans la mesure où l'ensemble de la diaspora se sent concernée : (Ex. le retentissement de l'explosion nucléaire chinoise à Hong Kong). Réactions positives ou négatives, non seulement les communautés chinoises mais aussi les populations et les gouvernements d'Asie du sud est n'ont jamais été indifférents à ce qui se passait en Chine et inversement, on peut affirmer que la majorité des évènements intervenus en Asie du Sud Est trouvaient leur origine ou leur aboutissement à Pékin. Le coup d'état du parti communiste indonésien à Djakarta en septembre 1965 et la répression génocidaire du général Suharto au cours du premier trimestre 1966 sont la conséquence directe de la politique irresponsable de Mao Zedong et de la révolution culturelle. Pol Pot était bien le fils spirituel de Mao et de la bande des 4. Ne Win en Birmanie a toujours calqué et aligné son gouvernement dictatorial (avec un temps de retard) sur les décisions les plus absurdes de la Chine populaire, de la " self reliance " au Grand bond en Avant, des Cent fleurs aux initiatives les plus répressives des Chinois.

De son côté, Pékin a toujours eu un œil rivé sur le reste de l'Asie, y compris et surtout à ses frontières : Après avoir aidé la Corée du Nord puis le Vietnam dans leur lutte contre les Américains, les communistes chinois dans la meilleure tradition impériale, n'ont jamais supporté le moindre entrave à leur domination économique et culturelle et depuis Mao, à leur messianisme exportateur d'une révolution marxiste concurrente et opposée à celle de Moscou.

Cet état de fait s'appuie sur :

- Le poids de la civilisation traditionnelle
- La puissance économique en expansion
- Le levier du " Nucléaire "

Le poids de la Civilisation traditionnelle

La Civilisation chinoise immerge et submerge l'Asie. On fait souvent la distinction entre l'Asie sinisée, l'Asie Indianisée ou hindouisée et l'Asie islamisée. Il faut être conscient que, quel que soit l'héritage, religieux, social ou coutumier dominant, les structures des sociétés asiatiques sont toutes imprégnées d'une philosophie comportementale inspirée de Confucius et de son école. Partout en Asie la première cellule de base des sociétés est la famille plus ou moins élargie aux clans familiaux. L'autorité du père ou du patriarche est incontestée et les décisions individuelles sont soumises à l'accord de la cellule familiale quand elles ne sont pas purement et simplement dictées par le chef de famille. La modernisation, l'influence américaine sur les habitudes diététiques ou sur la culture en général n'ont pas eu raison du poids des structures familiales traditionnelles.

En Chine elle-même, malgré le travail de sape des habitudes confucéennes et la tentation permanente du Parti communiste de s'immiscer dans le domaine familial réservé, la fin de l'ère maoïste a correspondu avec un retour des anciennes pratiques tant combattues par Mao Dze Dong lui-même.

L'autoritarisme est une pratique très ancienne: traditionnellement l'empereur, détenteur du mandat du Ciel, était au sommet d'une énorme pyramide dans laquelle tout le monde avait une place bien définie avec des avantages et des obligations (on ne pouvait pas vraiment parler de droits et de devoirs). Depuis des millénaires, le pouvoir est sacré et, aujourd'hui encore, malgré les transformations sociales, ce caractère sacré du pouvoir a perduré. En effet, le régime communiste, qui avait tant voulu se démarquer du pouvoir impérial, s'est en fait installé sur le trône de l'ancien souverain. Le culte de la personnalité a perpétué le culte de l'Empereur. Confucius décrivait cinq relations sociales : père/fils, suzerain/vassal, époux/épouse, maître/élève, ami/ami. Parmi celles-ci, seule dans la dernière les gens sont sur un pied d'égalité. Chacun selon son rang doit, à la fois, rendre des comptes à ses supérieurs et en demander à ses subordonnés. Ainsi traditionnellement les vieux ont pouvoir sur les jeunes, les riches sur les pauvres, les lettrés sur les ignorants, les forts sur les faibles, les hommes sur les femmes.

Or, la société communiste chinoise ne s'est jamais séparée de ces comportements millénaires même si des progrès ont été réalisés grâce à une intégration des femmes dans le monde du travail.

Malgré les vicissitudes de tous ordres, la guerre des Américains au Vietnam, les Khmers rouges au Cambodge, les dictatures militaires en Thaïlande, en Indonésie et en Birmanie, les catastrophes naturelles comme le tremblement de terre de Sumatra et le raz de marée qui a suivi, on a constaté un retour à ces valeurs familiales qui ont innocemment servi à la propagation des doctrines nationalistes. (Asiatisme)

Dans les déséquilibres créés aujourd'hui par la mondialisation et l'élargissement du fossé qui sépare une minorité enrichie d'une masse de plus en plus pauvre, le système hiérarchique confucéen, habilement utilisé au sein du Parti, procure à une majorité une impression de sécurité. La famille se présente comme un refuge incontournable tandis que s'éloignent les préoccupations de démocratie qui apparaissent de moins en moins importantes. On pourrait grossièrement schématiser le phénomène en disant que si la Chine accroît graduellement son influence au détriment des Etats-Unis, un système de valeurs dites asiatiques reprend le dessus sur l'adoption par la génération qui a aujourd'hui trente ans de modes de vie importés de l'occident qui faisaient fureur à la fin du siècle dernier.

La Puissance Economique Chinoise en expansion

Paradoxalement, la formidable ascension économique de la Chine aurait du avoir pour conséquence une chute du régime communiste à l'image de ce qui s'était passé pour l'Union Soviétique. C'est ce qu'attendaient les stratèges occidentaux. Le progrès économique devait aider à une transformation de la société chinoise vers une ouverture de plus en plus large aux valeurs occidentales notamment en matière d'état de droit, de droits de l'homme, de liberté individuelle...

Les plus fins analystes avaient tout faux. Rien de conforme aux prévisions ne s'est produit.

En termes quantitatifs, tous les indices économiques concordent pour désigner la Chine comme le plus grand marché potentiel mondial à un horizon relativement proche. Dores et déjà, la Chine est devenue le troisième marché mondial pour l'automobile, même si seulement 2% de Chinois possèdent une voiture particulière. Pour l'année 2003, les importations de véhicules se chiffraient à 172 000. A Pékin, une concession Rolls-Royce a été ouverte tandis que selon McKinsey, la concession BMW trouve preneur pour la série 7 qui coûte en Chine deux fois son prix aux USA. soit 250 000 \$. La téléphonie mobile n'est pas en reste. En juillet 2004, on comptait 300 millions d'abonnés avec une augmentation de six millions de nouveaux souscripteurs par mois. Une enquête de Carrefour montre que malgré la résistance du petit commerce, les hyper marchés représenteraient dans les 10 plus grandes villes de la Chine, 38% du chiffre d'affaires contre 27% pour les supermarchés et 32% pour le commerce de proximité. Depuis le 11 décembre, la tendance devrait s'accélérer avec l'ouverture du territoire chinois aux investisseurs étrangers et la fin de l'obligation de s'établir en "joint venture ". De grandes surfaces comme le grossiste allemand Metro, ou le suédois Ikéa, misent à fond sur leur développement en Chine.

A contrario, le pouvoir d'achat individuel demeure relativement faible, notamment au centre et à l'ouest où on peut le chiffrer en moyenne à 300 \$ /an. Il convient, cependant de noter une forte tendance à la croissance du revenu individuel moyen. La nouvelle bourgeoisie des grandes villes atteint un revenu moyen de 1000 \$ par an. Ce niveau de vie en progression constante prend qualitativement une orientation qui le rapproche des standards de l'occident. On constate une consommation en hausse des produits laitiers, des cosmétiques et des produits de luxe en général. 3% de la population urbaine aurait un revenu égal ou supérieur à 5000\$, tandis que l'élite de Shanghai compte 600 propriétaires de yacht et fréquente 220 terrains de golf.

En 2005, la Chine intensifie ses OPA sur les sociétés étrangères. Le dernier exemple en date, selon la Tribune de Genève du 14 janvier, c'est l'offre chinoise de rachat de la société pétrolière américaine UNOCAL pour 11 milliards de \$ 2,4 milliards de dettes, par le truchement de CNOOC qui pesait fin 2003, 21,5 milliards de \$ ou encore la tentative de Minmetal, consortium de métaux non ferreux, d'acquérir le canadien Noranda mais qui par manque d'expérience a été dépossédé de son statut de candidat exclusif

Le Levier du " Nucléaire "

On sait le rôle joué par Pékin dans les tentatives américaines pour bloquer le programme nucléaire nord-coréen. Certes jusqu'ici, les six puissances concernées, réunies à Pékin (Etats-Unis, Russie, Japon, Corée du sud, Chine et Corée du nord) n'ont pas réussi à convaincre Kim Jong Il et ses séides d'accepter un marché honorable en abandonnant son programme de nucléaire militaire en échange de la construction de réacteurs nucléaires à usage exclusivement civil. Cependant, à cette occasion, la Chine a fait la démonstration qu'elle comptait parmi les grands et les experts ont bien compris au long des débats qu'il n'y avait de système de sécurité régionale envisageable sans son aval, même si, pour ce type de négociations, la Corée du nord avait souhaité se retrouver en tête à tête avec les Etats-Unis.

Outre ses succès dans le secteur du nucléaire militaire et des vecteurs, la Chine est en passe de révolutionner le nucléaire civil avec la construction d'un réacteur expérimental à haute température (HTR) selon une filière qui avait été abandonnée par les Etats-Unis et l'Allemagne et dont on s'aperçoit aujourd'hui que les progrès réalisés notamment dans la résistance des matériaux, lui donne un nouvel avenir : sécurité accrue, production d'hydrogène à un moindre coût... En poursuivant leurs recherches sur cette filière abandonnée, les Chinois se sont engagés dans une voie qui est peut-être, pour le nucléaire, celle de l'avenir.

Ce tableau idyllique d'une Chine qui pourrait devenir l' " Hyper puissance " économique à l'horizon 2050 et devancer même les Etats-Unis, comporte quelques ombres :

-un risque de surchauffe économique

Le gouvernement communiste chinois a été amené à prendre les mesures techniques indispensables pour refroidir une économie en surchauffe tout en laissant le yuan en position de surévaluation de 40% par rapport au dollar. Cette politique monétaire de pari sur la

stabilité de la monnaie, avait fait ses preuves lors de la crise asiatique de 1997. Tant que le dollar demeure orienté à la baisse, les économistes chinois se refusent à envisager un décrochage du yuan par rapport à la monnaie américaine, mais si la situation s'inversait les spécialistes du FMI s'accordent à penser que la Chine pourrait être amenée à laisser flotter sa monnaie.

-une pénurie de sources d'énergie

L'histoire de Daqing dans la province du Heilongjiang est là pour rappeler pour rappeler que les ressources énergétiques ne sont pas inépuisables sans compter la tentative de rattraper cette région en perdant en en faisant l'aboutissement de l'oléoduc sibérien, projet avorté par la décision des russes de choisir un tracé plus avantageux vers le Japon par le port de Nakhodka. Depuis 1993, les importations de pétrole de la Chine se sont accrues d'année en année — de 26,2 millions de tonnes en 1996 à 91,1 millions en 2003. Cette tendance s'est accentuée en 2004 de sorte que le niveau de dépendance de l'importation atteint 40 %.

--un regain des tensions religieuses et ethniques

Du 27 au 31 octobre 2004, dans le village de Nanren près de Zhengzhou dans la province du Henan, au sud de Pékin, des émeutes entre musulmans et Hans (ethnie chinoise dominante) ont fait 7 morts et une quarantaine de blessés à la suite d'un accident dans lequel une fillette de six ans a été tuée par un camion conduit par un chauffeur musulman. Ce que l'on peut qualifier d'incident à l'échelle de la Chine, est cependant significatif des tensions qui se font jour entre les populations musulmanes et les chinois Hans. La situation de coexistence difficile dans le Yunnan (2ème région à minorité islamique) est beaucoup plus tendue dans les régions du nord ouest, le Gansu et surtout le Xinjiang où les musulmans sont les plus nombreux. Dans ces régions, Pékin tente d'enrayer les tentations séparatistes par une répression sévère et une colonisation ethnique de Hans.

- une montée de la contestation paysanne et ouvrière

La croissance galopante s'est accompagnée d'une série de phénomènes prévisibles dont le plus inquiétant demeure la réduction des surfaces agricoles qui a engendré une insécurité alimentaire, une diminution des ressources en eau, et donc une instabilité du monde rural. Les collectivités locales ont été prises d'une frénésie de création de zones de développement que le gouvernement a eu beaucoup de mal à freiner quand il n'a pas été mis devant le fait accompli : création de terrains de golf, spéculations immobilières après que les paysans aient été chassés de leurs terres avec des indemnités dérisoires ou tout simplement expulsés. De 1999 à 2003, les surfaces agricoles ont été réduites de 7,6 millions d'hectares. Depuis cinq ans, la production de céréales ne cesse de diminuer. Au cours du premier semestre 2004, la Chine a enregistré son premier déficit commercial agricole. Ce recul de la ruralité provoque un exode massif des paysans de la campagne vers la périphérie des villes. On estime à près de 500 millions, le nombre de ruraux qui vont s'installer dans les villes d'ici 2020. Le taux d'urbanisation qui est monté à 40% depuis dix ans passerait dans le même temps à 60%.

Quant à la condition ouvrière, elle représente pour la Chine un défi encore plus aigu, du fait de la montée inexorable du spectre du chômage. Il y a d'abord le chômage de la classe ouvrière chinoise (qui représentait autrefois l'aristocratie du régime ; exemple de Daqing) du fait des réformes économiques successives qui ont amené les entreprises à casser la sécurité de l'emploi et les avantages afférents : logements, écoles. La politique d'allègement du "fardeau social", les dégraissages, les faillites, les privatisations incontrôlées ont créé un chômage urbain qu'on évalue entre 30 et 40 millions de travailleurs soit jusqu'à 50% de chômeurs dans les régions les plus touchées, notamment du nord est, où se produisaient des troubles, déjà en 2002.

APRES LE 11 SEPTEMBRE

Une Nouvelle Configuration Géopolitique

Durant toute la période qui avait précédé le 11 septembre, la Chine était apparue soucieuse d'affirmer son leadership régional et de jouer un rôle actif dans toutes les relations bilatérales afin d'influencer des organisations régionales comme l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du sud est) où pourtant elle ne disposait que d'un strapontin. Le puissant levier que constituaient les investissements dans la région avait encore gagné en puissance grâce à une politique fort habile de Pékin à l'égard de sa diaspora : politique traditionnelle qui avait perduré même dans la période de claustration pratiquée pendant la Révolution culturelle.

Lorsque le cataclysme du 11 septembre a frappé les Etats-Unis, tout a basculé soudainement. Pékin qui fut jadis le soutien actif de nombre de révolutions, réalisa que le communisme devait changer de camp. Pour éviter à la muraille de Chine ce qui était arrivé au mur de Berlin, on ne pouvait plus se contenter d'une politique régionale, presque à la petite semaine ; il fallait s'insérer et vite dans le courant mondialiste des grandes puissances occidentales et du Japon. Le nombre des utilisateurs d'Internet dépassait l'été dernier le chiffre des adhérents au Parti Communiste Chinois. Malgré des mesures strictes de contrôle, le cyberspace pouvait, à terme s'avérer une menace pour l'hégémonie du Parti et devenir un élément interne de la déstabilisation du régime.

Hu Jintao, patron de l'entreprise Chine avait pour tâche de tenter une conciliation entre le laisser-faire d'une économie de marché en expansion rapide et une centralisation politique rigide entre les mains du parti communiste chinois. Loin d'abandonner la fermeté de Jiang Xemin, son prédécesseur, Hu Jintao, en apparence plus conciliant, recourait aussi à la manière forte en faisant par exemple arrêter Zhao Yan, un chercheur pour le compte du New York Times, au prétexte qu'il avait trahi un secret d'état en annonçant avec huit jours d'avance la démission de Jiang Xemin de son poste de président de la puissante commission militaire.

Lors du plenum du PC en septembre 2004, Hu avait couvert l'arrestation de trois cents pétitionnaires parmi les dix mille venus de toute la Chine, présenter leurs doléances au pouvoir en place. Plus de trente mille manifestants, arrivés à Pékin avant le plenum avaient été interpellés.

Il faut cependant noter que le nouveau président successeur de Jiang Xemin avait hérité de nombre de dossiers brûlants : Celui de rivalités internes persistantes malgré la manière forte dont Deng Xiaoping s'était débarrassé des lignes encombrantes de Hu Yaobin, l'ancien secrétaire général du parti ou du Premier Ministre Zhao Ziyang ; celui d'une situation économique dangereuse pour l'unité de la Chine tant les dirigeants chinois sont préoccupés par le risque de voir s'installer dans la durée un fossé entre la Chine des riches et celle des pauvres, notamment celle des ouvriers désormais sans travail après la privatisation de nombreuses unités de production ou celle des paysans sans terre, obligés de s'entasser à la périphérie des agglomérations urbaines. Hu Jintao avait également trouvé dans sa corbeille, le problème récurrent du "séparatisme taiwanais" et quelques autres défis internes à la mesure du pays le plus peuplé du monde.

La mondialisation de la menace

Après le 11 septembre, Pékin prit tout à coup conscience que la menace islamiste issue du Wahhabisme saoudien ne concernait pas seulement l'Amérique et le monde occidental ainsi que la Russie mais que le défi était à sa porte ; d'où une attention particulière portée aux marches ouest de l'empire c'est-à-dire à la région du Xinjiang où les Ouïgours musulmans sont considérés par Pékin comme un foyer séparatiste qu'il faut combattre à défaut de pouvoir les assimiler à l'ethnie majoritaire des Han non musulmans ; d'où également une importance accrue portée à la région Asie du sud est.

En vingt ans, la Chine y a émergé comme la puissance régionale la plus importante après le Japon. Elle est le premier fournisseur d'aide économique et militaire à la Birmanie, au Laos et au Cambodge. Ses capacités de pression politique sont désormais considérables : L'ambassadeur de Chine n'hésitait pas à déplorer par exemple la visite du nouveau Premier Ministre singapourien à Taiwan. Le Japon qui considérait jusqu'ici dans ses analyses stratégiques que la menace essentielle venait pour lui de la Corée du nord, vient de changer de cap et de placer la Chine en tête de ses priorités stratégiques. Malgré un contexte qui rend leurs économies complémentaires, les nouvelles ambitions de la Chine font certes de l'ombre au Japon mais plus encore aux Etats-Unis et à la Russie. Les grandes puissances apparaissent condamnées à faire cause commune avec Pékin. Dans les moments de fermeture d'un Empire clos pour nécessité de révolution, la Chine populaire a toujours considéré l'Asie du sud-est, du moins dans sa partie sinisée, comme une chasse gardée dont elle a successivement perdu puis regagné le contrôle grâce à la présence et à la puissance économique d'une diaspora nombreuse et bien implantée mais jamais complètement

intégrée.

Encouragé par des perspectives de croissance sans précédent dans son histoire et par l'acquisition progressive et significative de tous les attributs potentiels de l'hyper puissance, Pékin s'est résolument tourné vers une nouvelle relation prioritaire avec les autres super puissances que sont les Etats-Unis, la Russie et l'Europe des 25.

L'autre regard de Pékin sur la région

Le 11 septembre 2001 a marqué le point de départ d'une nouvelle orientation géopolitique du communisme chinois; cela ne signifie pas que la Chine se désintéresse de l'Asie du Sud Est, mais plutôt qu'elle porte sur les pays de la région, un autre regard qui efface cette fois la distinction entre pays sinisés et pays indianisés pour n' y voir qu'une zone d'influence peu à peu exclusive.

Elle tend à en évincer politiquement aussi bien les Etats-Unis que l'Europe et la Russie en tolérant cependant de leur part une présence économique non prépondérante.

Cette situation s'installe inéluctablement, jour après jour ; elle prend ses racines dans la crainte qui a saisi les mondes "sinisé et indianisé" devant la montée de la violence et de la menace d'un monde musulman, avec lequel la Chine n'a jamais réussi à établir des relations sereines : naguère avec l'Indonésie, aujourd'hui avec les républiques islamiques de sa périphérie.

Le choix de combattre l'Islam, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne peut que conforter la position chinoise aux côtés des Américains, des Russes et accessoirement, des Européens.

Pékin semble décidé à tirer parti de cette alliance objective avec le capitalisme libéral, fût-ce celui de Mr. Bush, si décrié naguère en exigeant des occidentaux une contrepartie : l'acceptation à terme de la réintégration de Taiwan dans le giron chinois. Le résultat des dernières élections dans l'île représente une étape vers cette réunification.

La politique régionale de Pékin est donc désormais subordonnée à sa nouvelle politique d'influence mondiale qui lui a permis de consolider sa présence au Laos et au Cambodge, en Birmanie, voire en Thaïlande et de se maintenir dans les pays islamisés de Malaisie et d'Indonésie. Les relations avec Singapour ont pris un tour plus fraternel, tandis que s'intensifiaient les échanges avec le Japon et la Corée du Sud, dans la mesure où ces puissances économiques pouvaient considérer Pékin comme une sorte de garde-fou stratégique contre l'imprévisibilité de la Corée du nord. La Chine porte désormais sur les pays de la région, un autre regard qui efface la distinction traditionnelle entre pays sinisés et pays hindouisés, pour n' y voir qu'une zone d'influence peu à peu exclusive. Toutefois, on voit déjà poindre les limites au delà desquelles la puissance chinoise sera freinée dans ses ambitions : La Chine demeure un pays communiste et compte tenu des intérêts en jeu, il devient de plus en plus probable qu'une nouvelle guerre froide couve dans cette région du monde. Face aux ambitions chinoises, le Japon, et la Corée du sud abrités derrière le parapluie nucléaire américain sont les futurs protagonistes d'un conflit larvé dont l'issue demeure incertaine.

La deuxième guerre froide pourrait bien avoir commencé.

Jean-Claude COURDY

www.geopolitis.net